



RIOB

**Réseau International
des Organismes de Bassin**

Bilan d'activités statutaires 2018

www.riob.org



Bilan d'activités 2018

Actualités du réseau

Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB)

Le RIOB prépare son nouveau programme de travail 2019 - 2021



En vue de l'Assemblée générale mondiale du RIOB du 30 septembre au 3 octobre à Marrakech (Maroc), le Secrétariat Technique Permanent a préparé un ambitieux programme de travail qui sera présenté et soumis à l'adoption des membres du réseau au cours de la session statutaire de l'événement.

Ce programme de travail fixe pour objectif général le renforcement de la gestion par bassin, qui se développe et s'appuie sur des organismes structurés, dotés des compétences, des connaissances et des financements

nécessaires à une gestion intégrée et durable des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques associés.

Il est indispensable de réaffirmer la pertinence du concept de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et de son opérationnalisation à l'échelle des bassins, et c'est le rôle principal du RIOB.

En effet, tous les grands processus qui rythment la vie du secteur du développement reconnaissent la nécessité de répondre aux défis de notre temps par une approche holistique des pro-

blèmes qui se posent et des solutions à y apporter.

C'est le cas bien sûr des Objectifs du Développement Durable (ODD), du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ou encore des négociations internationales sur le climat (Conférence des parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, CCNUCC), et la conservation et l'exploitation durable du vivant (Conférence des parties à la Convention sur la Diversité Biologique - CDB).

Le RIOB répondra présent aux grands rendez-vous de ces différents processus. Il y valorisera les réalisations exemplaires de ses membres, les bénéfices multiples de la gestion de bassin et y organisera des échanges d'expériences afin d'améliorer les pratiques et d'optimiser l'usage des ressources naturelles.

Il développera ses actions de renforcement des capacités, de développement de projets, de partage de connaissances (notamment de publications), d'événementiels et de plaidoyer sur sept priorités thématiques :

- **Priorité 1** : Amélioration, développement et renforcement des systèmes d'information et de données au niveau des bassins.
- **Priorité 2** : Adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères.
- **Priorité 3** : Renforcement de la gouvernance dans le domaine de l'eau.
- **Priorité 4** : Coordination intersectorielle et préservation de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques.
- **Priorité 5** : Renforcement du dialogue ville-bassin.
- **Priorité 6** : Développement d'une gestion participative et citoyenne des bassins et des sous-bassins.
- **Priorité 7** : Renforcement des partenariats institutionnels ainsi que de l'interface science-politique.

Programme de travail du RIOB 2019-2021

Promotion de la gestion de l'eau par bassin, s'appuyant sur des organismes structurés, dotés d'une gouvernance adéquate, des compétences, des connaissances et des mécanismes de financement pérennes nécessaires à la GIRE

7 Priorités

- 1 Systèmes d'information sur l'eau
- 2 Adaptation au changement climatique
- 3 Renforcement de la gouvernance
- 4 Coordination intersectorielle et préservation de l'environnement
- 5 Renforcement du dialogue ville-bassin
- 6 Gestion participative et citoyenne
- 7 Renforcement des partenariats

www.riob.org



Message de la Présidente Mondiale du RIOB

Mme Blanca Jiménez Cisneros, qui a été nommée Directrice Générale de la Commission Nationale de l'Eau du Mexique (CONAGUA) le 1^{er} décembre 2018, dans le cadre de la nouvelle administration du Président Andrés Manuel López Obrador, est actuellement Présidente du RIOB.

Elle présente son message et sa vision de l'avenir du réseau.

Sur l'importance du RIOB

Le RIOB, en tant que plate-forme internationale, permet aux parties prenantes de la gestion intégrée des ressources en eau d'échanger leurs connaissances et expériences, afin d'améliorer la mise en œuvre de celle-ci, dans des contextes variés.

Concernant la CONAGUA

Le Mexique est un pays possédant une vaste expérience dans le domaine de l'eau. Sa position géographique lui a permis de développer des connaissances et de mettre en œuvre des pratiques permettant, d'une part, de faire face aux défis croissants de l'eau et aux risques liés aux phénomènes hydrométéorologiques extrêmes, aux sécheresses et aux inondations et, d'autre part, aux défis rencontrés pour satisfaire les besoins en eau avec des services d'eau potable et d'assainissement dans les communautés rurales et marginalisées, mais aussi dans l'une des plus grandes mégalopoles du monde, qui compte plus de 20 millions d'habitants et est située dans un bassin endoréique.

De même, il contribue à créer un espace où les problèmes des bassins peuvent être discutés et analysés et où des solutions peuvent être trouvées pour faire face aux défis les plus pressants liés à l'eau.

Depuis la réception de la présidence du RIOB en juin 2016, le Mexique, par le biais de la CONAGUA, s'est engagé à partager son expérience dans les événements internationaux dans lesquels le RIOB est partie prenante, tels que les réunions de la Conférence des Parties (COP) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et le Forum Mondial de l'Eau. De même, nous participons activement à la préparation de la stratégie du RIOB pour la période 2019-2021.

Notre engagement est de garantir le droit à l'eau de nos populations, tant rurales qu'urbaines, et de n'oublier personne, en tenant compte de la complexité des relations entre villes et bassins versants.

Message de la Présidente

Plusieurs sujets me paraissent essentiels pour faire face aux défis à venir, dans le contexte actuel de changement climatique. Nous devons nous préparer à des événements de plus en plus extrêmes et fréquents, comme en témoignent les prévisions pour la prochaine saison des pluies et des cyclones qui est sur le point de commencer.

Le premier défi est la connaissance des ressources en eau, car "on ne peut pas gérer ce qu'on ne connaît pas et ne sait pas mesurer". Il est donc de la plus haute importance de disposer de réseaux de surveillance et de mesure, permettant la collecte et l'analyse de données sur l'eau, et de Systèmes d'Information sur l'Eau fiables.

Aujourd'hui, la grande majorité des organismes produisent des données et disposent de leurs propres systèmes.

L'étape suivante consiste à améliorer la coopération entre les différents acteurs et à échanger ces informations via une plate-forme permettant de les interconnecter.

Etapes suivantes

Afin d'inclure toutes les parties prenantes impliquées dans la gestion de l'eau par bassin, un défi majeur est l'introduction d'autres langues dans les travaux du réseau, ainsi que la traduction de leurs publications, aujourd'hui disponibles en français et en anglais (manuels sur les systèmes d'information sur l'eau, la gestion participative et l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers).

Le deuxième défi clé est la relation entre les eaux superficielles et les eaux souterraines, afin de prendre en compte le cycle de l'eau dans son ensemble et de parvenir à une gestion plus efficace de la ressource.

La coopération internationale, l'échange de connaissances et de cas réussis, ainsi que la production de manuels, destinés aux acteurs du secteur pour guider ceux-ci dans la gestion de la ressource, me paraissent également très importants, en particulier pour la gestion partagée des bassins transfrontaliers, afin de parvenir à un développement durable et de prévenir les conflits liés aux ressources en eau.

Le dernier point, mais non des moindres, est la question de la participation de chaque utilisateur à la gestion de la ressource. Je pense qu'il est essentiel d'adopter le concept de responsabilité sociale, qui définit non seulement les droits des utilisateurs, mais également leurs obligations, afin que chaque acteur puisse assumer sa propre responsabilité pour la durabilité de la ressource.



Grands événements mondiaux

8^{ème} Forum Mondial de l'Eau



18 - 23 mars 2018 - Brasilia - Brésil

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC) et leurs partenaires, se sont vus confier la coordination d'une dizaine de sessions thématiques, en liaison avec les processus "Régional" et "Citoyens" du Forum.

Ces sessions ont permis d'aborder notamment la gestion intégrée des bassins transfrontaliers, l'adaptation, désormais indispensable, aux effets du Changement Climatique (CC) sur les ressources en eau, mais aussi l'information et la formation de tous les acteurs concernés.

Deux Sessions Spéciales, parmi les plus suivies de tout le Forum, ont été consacrées au "Renforcement de la participation citoyenne dans la gestion des bassins" et aux "Systèmes d'Information sur l'Eau : Données et outils pour gérer l'eau et prendre les bonnes décisions".

On retiendra d'abord le slogan qui s'est imposé dans presque tous les thèmes du Forum : **"On ne peut pas gérer ce qu'on ne sait pas mesurer !"**.

L'organisation et l'amélioration dans chaque pays et chaque bassin, de la production, la collecte, la conservation et l'échange des données, dans le cadre de véritables Systèmes Intégrés d'Information sur l'Eau (SIE), dont il faut assurer la pérennité sur le long terme, doivent permettre une vision précise des situations et de leurs évolutions, en particulier liées aux effets du CC.

Des systèmes d'alerte précoce d'inondations et de sécheresses doivent être développés partout où cela sera nécessaire.

Une deuxième avancée majeure du Forum de Brasilia est la reconnaissance de l'importance de la participation de tous les acteurs dans la définition et la réalisation d'objectifs communs pour la gestion des ressources en eau.

Il faut, en particulier, utiliser les cadres de concertation reconnus, comme les Comités ou Conseils de Bassin, les Commissions Locales de l'Eau ou les Contrats de rivières ou d'aquifères dans ce but.

L'accès à l'information, à la formation et à l'éducation environnementale doit être amélioré et en particulier pour les populations les plus défavorisées.

En ce qui concerne la prévention des conflits transfrontaliers :

- La coopération et le dialogue sur les eaux transfrontalières entre pays riverains offrent des perspectives importantes pour leur développement durable, l'intégration régionale, l'amélioration des relations pour un bénéfice mutuel dans tous les domaines économiques, sociaux et écologiques.
- La création et le renforcement de Commissions internationales, d'Autorités ou d'Organismes conjoints dans les bassins transfrontaliers améliorent le dialogue, la résolution des conflits et le partage des bénéfices de la coopération entre Pays riverains.
- Ces organisations communes doivent disposer de mandats clairs et des moyens humains, techniques et financiers indispensables pour remplir leur mission.



- On observe un large consensus pour promouvoir une gestion conjointe des eaux de surface et souterraine sur un même territoire et assurer une meilleure protection des aquifères transfrontaliers.

En ce qui concerne l'adaptation au changement climatique :

Une mobilisation est indispensable au niveau mondial, afin de mettre en place, de façon urgente, des programmes pour prévenir et s'adapter aux effets du réchauffement global sur les ressources en eaux douce.

Le "Pacte de Paris sur l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères", lancé lors de la COP21, propose un ensemble d'actions ayant fait la preuve de leur efficacité et immédiatement applicables.

L'eau douce doit être plus officiellement reconnue comme une priorité des négociations des COP de la CCNUCC, notamment en insistant sur l'importance des mesures d'adaptation, à côté des mesures d'atténuation. Il faut assurer une meilleure intégration des politiques de l'eau avec celles des autres secteurs stratégiques, tels que la ville durable, l'agriculture et l'alimentation, la santé, les transports fluviaux, la pêche, les mines ou l'énergie, notamment.

Les acteurs sont encouragés à inclure des **Solutions Fondées sur la Nature** de manière ambitieuse dans leurs politiques et stratégies de lutte contre le CC, d'aménagement du territoire et de gestion des ressources en eau.

Il convient d'augmenter significativement les financements de l'action climatique dans le secteur de l'eau, pour soutenir non seulement les projets d'infrastructures, mais aussi servir à améliorer la connaissance des ressources et des impacts du CC, le développement des capacités, la gouvernance, le monitoring et l'évaluation des politiques, aussi qu'un soutien aux organismes de bassin pour la gestion durable des ressources en eau, notamment transfrontalières.

En ce qui concerne l'éducation et le renforcement des compétences :

L'éducation et la sensibilisation aux questions de l'eau et le renforcement des compétences sont essentiels à tous les niveaux pour améliorer la gestion des ressources et des services.

La formation professionnelle aux métiers de l'eau doit être renforcée, soutenue par des mécanismes financiers pérennes et facilitée par la création ou le renforcement de centres de formation spécialisés, nationaux ou internationaux.



Les 16 "Champions" des Engagements du Forum de Daegu à l'heure du Bilan

Il convient de promouvoir l'expérimentation, l'évaluation et l'échange de savoir-faire en matière de formation professionnelle et d'éducation, en soutenant notamment les réseaux de coopération entre centres de formation existants ou en création.

La Déclaration Ministérielle encourage les Gouvernements à établir ou renforcer les politiques et plans nationaux de gestion intégrée des ressources en eau et les stratégies d'adaptation au CC.

Elle soutient le renforcement d'arrangements institutionnels, avec la participation de toutes les parties prenantes dans le processus d'élaboration des politiques, tout en favorisant les échanges et le partage d'informations et d'expériences entre acteurs publics, privés et la société civile.

Elle reconnaît que des efforts et des initiatives prises à tous les niveaux devraient promouvoir la participation adéquate et inclusive de toutes les parties prenantes concernées, elle

recommande de développer et partager les solutions, incluant la gestion intégrée des ressources en eau, l'adaptation à l'impact du CC et les solutions naturelles, pour répondre aux défis les plus urgents en matière d'eau par la recherche et l'innovation, l'amélioration de la coopération, le renforcement des capacités et le transfert de technologie.

Les Ministres encouragent la coopération transfrontalière fondée sur des solutions "gagnant-gagnant" pour tous, conformément au droit international applicable, à savoir les instruments bilatéraux, régionaux et internationaux pertinents.

À côté des sessions officielles du Forum, plusieurs événements parallèles ont permis la présentation d'un large éventail d'expériences concrètes et des échanges directs entre responsables de terrain.

La forte mobilisation des partenaires, en particulier sud-américains, démontre que les idées progressent et qu'on observe une réelle convergence vers les solutions opérationnelles qui ont fait leur preuve sur le terrain et peuvent être mises en œuvre rapidement...

Encore faut-il passer sans délais des paroles, aux actes !

L'ensemble des communications et des photos des événements, organisés par le RIOB, les AMEC et tous leurs partenaires peut être consulté et téléchargé sur le site Internet :

www.riob.org



Deux nouveaux "Manuels du RIOB"

Lors du Forum de Brasilia, le Réseau International des Organismes de Bassin a présenté deux nouvelles publications, qui s'ajoutent à la collection des "Manuels du RIOB", créée en 2009.

Le premier manuel est intitulé **"Systèmes d'Information de l'Eau : administration, traitement et exploitation des données sur l'eau"**.

L'accès aux données et aux informations sur l'état et l'évolution de la ressource en eau et de ses utilisations est un élément crucial pour toute mise en œuvre de la politique de l'eau. Malheureusement, les données nécessaires sont souvent produites et gérées par plusieurs organisations issues de différents secteurs, avec peu de coordination entre elles et, dans de nombreux cas, les informations disponibles pour la prise de décision et l'information publique ne sont pas entièrement adaptées aux besoins.

Résultat d'une collaboration entre le RIOB et l'UNESCO, avec l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), le Bureau Australien de Météorologie coordonnant l'Initiative Mondiale des Données sur l'Eau (WWDI) et l'Office International de l'Eau (OIEau), avec le soutien de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB), ce document souligne pourquoi la gestion des données sur l'eau est si importante pour une gestion efficace des ressources en eau et présente les principaux processus à prendre en compte lors de la mise en œuvre d'un Système d'Information sur l'Eau (SIE).

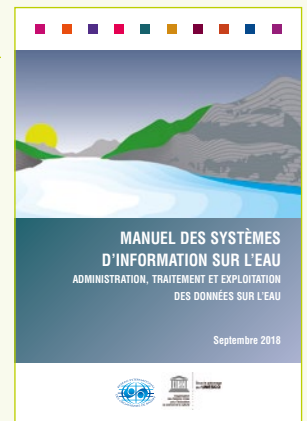
Le second s'intitule **"La participation des acteurs et de la société civile dans les bassins des rivières, des lacs et des aquifères"**.

La mise en œuvre de nombreuses décisions nécessaires à la gestion des ressources en eau n'est possible que s'il existe un engagement fort et si tous les

acteurs publics et privés, collectifs ou individuels concernés sont mobilisés.

Ce document, rédigé conjointement par le RIOB, le Réseau Brésilien des Organismes de Bassin (REBOB), l'OIEau, avec le soutien de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB), souligne pourquoi la participation est si importante dans la gestion des ressources en eau. Il décrit les éléments clés de la participation à la gestion de l'eau et donne de nombreux exemples concrets de bassins du monde entier qui montrent ce qui peut être fait pour transformer la participation des parties prenantes et de la société civile en réalité et en valeur ajoutée dans le processus de prise de décision au niveau du bassin.

Une traduction française de ces manuels, initialement publiés en anglais, est désormais disponible sur le site du riob (rubrique "Publications du réseau").



www.riob.org



Grands événements mondiaux

Forum Politique de Haut Niveau (HLPF)



HIGH-LEVEL POLITICAL FORUM
ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT

9 - 18 juillet 2018 - New-York - USA

Objectifs de Développement Durable : l'eau ne fait pas recette !

Le Forum Politique de Haut Niveau (HLPF), la plate-forme de l'ONU pour l'examen de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), s'est tenu à New-York du 9 au 18 juillet 2018.

Il a rassemblé quelque 2.000 représentants des Etats-Membres des Nations Unies, des entreprises, des municipalités, de la communauté scientifique, fondations, agences des Nations unies et organisations de la société civile.

Le premier jour, le Rapport 2018 de l'ONU-Eau sur l'ODD N° 6 "Garantir la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous", a immédiatement dressé le cadre en concluant : "Des progrès modestes sont en cours, mais la plupart des pays n'atteindront pas l'ODD 6 d'ici 2030 au rythme actuel de mise en œuvre"

Constat pessimiste, le Secrétaire Général de l'ONU, S.E. M. António Guterres, a rappelé que l'absence de réalisation des objectifs sur l'eau compromettrait également tous les autres ODD.

Malgré ces avertissements, la session consacrée à la révision de l'ODD 6 a été réduite à seulement 3 heures, sous la forme d'une longue série d'interventions convenues à l'avance, ne laissant

de place ni pour un débat, ni pour proposer des solutions...

Seuls les Etats-Membres ont pu s'exprimer, si l'on met à part trois très courtes interventions des représentants des Groupes Majeurs... Les représentants de la société civile, des autorités locales, des entreprises et des ONG n'ont eu qu'un accès limité à un espace réservé dans la salle de conférence, sans aucune possibilité de prendre la parole : on ne peut pas vraiment parler d'un vrai "Forum" !

En ce qui concerne le "Haut Niveau", il faut reconnaître que la plupart des sièges des Etats-Membres n'étaient pas occupés par des représentants au niveau ministériel, mais souvent seulement par un représentant de leur délégation nationale auprès de l'ONU.

La question de l'eau n'a pas vraiment fait recette à haut niveau !

Alors que les différentes interventions de l'ONU-Eau et des Etats-Membres étaient toutes axées sur la nécessité d'une action urgente et coordonnée, ce format du HLPF n'a pas permis d'aborder de façon plus approfondie les véritables solutions à apporter à ces diagnostics pessimistes. Les discussions sont restées très générales, de même que la Déclaration ministérielle finale, non contraignante et sans conclusions



concrètes, en contradiction évidente avec l'urgence d'agir pour atteindre les objectifs !

Ce format a été critiqué par de nombreux Etats-Membres eux-mêmes et certains intervenants ont demandé la tenue de réunions politiques intergouvernementales régulières pour surveiller l'application de l'ODD 6 sur l'eau...

L'ancien Secrétaire Général du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), M. Jean-François Donzier, qui était accrédité pour participer au Forum, n'a pu que soutenir cette idée, mais à condition que ce ne soit pas une fois de plus pour ne rien dire de concret !

À la sortie de la session, il a fait remarquer que la gestion des aquifères n'était mentionnée que de manière secondaire et que l'approche par bassin apparaissait à peine et que, même si le rapport et certains discours insistent justement sur la coopération transfrontalière sur les ressources en eau partagées, ils ne vont pas jusqu'à recommander clairement et explicitement son organisation à l'échelle de tout le bassin transfrontalier...

Pour rester positifs, disons qu'au moins, les interventions et le rapport de l'ONU-Eau reflètent les messages véhiculés, depuis des décennies, par la Communauté de l'eau en général et par le RIOB en particulier, et déjà présentés de nombreuses fois lors de tous les grands événements internationaux précédents sur l'eau : l'importance de l'eau, de sa gouvernance, de sa gestion intégrée, de la participation des parties prenantes, du partage de données, d'un financement adéquat, de la coopération transfrontalière, de la lutte contre la pollution des ressources, des solutions basées sur la nature et de l'impact des changements climatiques sur la fréquence et l'intensité des inondations et des sécheresses.

Des solutions existent pourtant. Elles ont fait la preuve de leur efficacité, pour certaines, depuis des décennies... Encore faut-il une forte volonté politique de les appliquer.

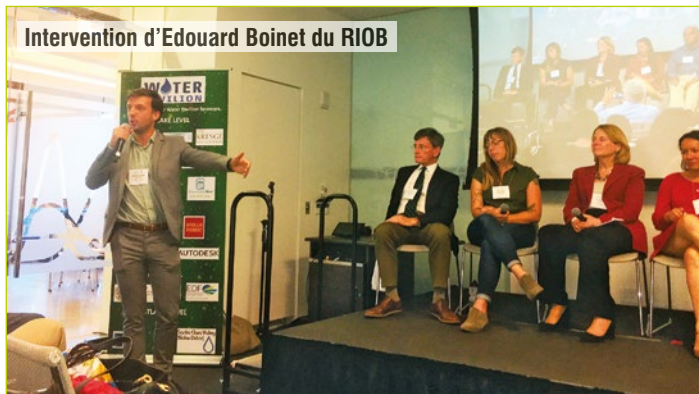


www.un.org/sustainabledevelopment/fr

Grands événements mondiaux

Sommet Mondial pour l'Action Climat des acteurs non étatiques

12 - 14 Septembre 2018 - San-Francisco - USA



Près de 4.500 participants, représentants des villes, des régions, des Etats, des entreprises, des investisseurs publics et privés et des associations ont participé, du 12 au 14 septembre 2018, au Sommet Mondial pour l'Action Climat de San Francisco. Il s'agissait du premier sommet climatique des acteurs non étatiques organisé sur le sol américain, tenu dans un contexte de retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris.

Le RIOB y a participé ainsi que les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC), de l'Alliance des Mégapoles pour l'Eau et le Climat (UNESCO PHI) et l'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Climat

(BAFWAC), dont Suez, le Pacific Institute, le CEO Water Mandate et le Carbon Disclosure Project.

Le RIOB a ainsi pris part au débat sur la connaissance, l'éducation et l'implication du public. Il a notamment rappelé l'importance de produire des données et des informations fiables comme outils d'aide à la décision, l'utilité d'associer l'ensemble des parties prenantes pour établir un diagnostic et une vision partagés et la nécessité de bien former les professionnels du secteur de l'eau pour optimiser l'usage de la ressource.

Il a également appuyé les interventions de la "Hoover Institution" et de l'Alliance des Entreprises pour l'Eau

et le Climat (BAFWAC), insistant sur la dimension "sécuritaire" de la gestion de l'eau, peut-être seule susceptible d'en faire un sujet prioritaire dans les négociations internationales sur le climat. Les Etats s'intéressent en effet à l'eau comme facteur de sécurité nationale (la "Hoover Institution" a affirmé que l'assèchement du Lac Tchad et la sécheresse au Moyen-Orient ont été deux éléments déterminants dans l'émergence de Boko Haram et de la guerre civile syrienne) et comme facteur de sécurité économique (la BAFWAC a rappelé que l'eau figure chaque année depuis 7 ans au top 5 des plus grands risques économiques).

Le RIOB a aussi été présent à l'événement "Journée Forêts, Terres et Alimentation : relever le défi du 30x30" organisé par le WWF-US, afin d'y représenter le secteur de l'eau. Le défi "30x30" repose sur l'idée qu'améliorer l'efficacité de nos systèmes alimentaires tout en préservant nos terres, habitats et sols naturels, et que réduire les déchets et la consommation excessive apporterait 30 % des solutions nécessaires d'ici 2030 pour faire face

à la crise climatique et aider à mettre en œuvre l'accord de Paris sur le climat. Les AMEC figurent parmi les partenaires de ce défi "30x30".

Des représentants des Gouvernements, des bailleurs publics et privés et des entreprises sont intervenus pour présenter les solutions qui peuvent être mises en œuvre. Le Fonds pour l'Environnement Mondial et ses partenaires ont ainsi annoncé engager un financement de 500 millions de dollars pour des actions de protection et de restauration des sols. Le rôle de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises de l'industrie agroalimentaire a été souligné : les changements d'échelle requis n'interviendront que si celles-ci font évoluer leur "business model" dans le sens d'une plus juste rémunération des agriculteurs, de pratiques et de produits plus respectueux des sols, du climat et de la santé des consommateurs.

www.globalclimateactionsummit.org



Semaine Mondiale de l'Eau de Stockholm

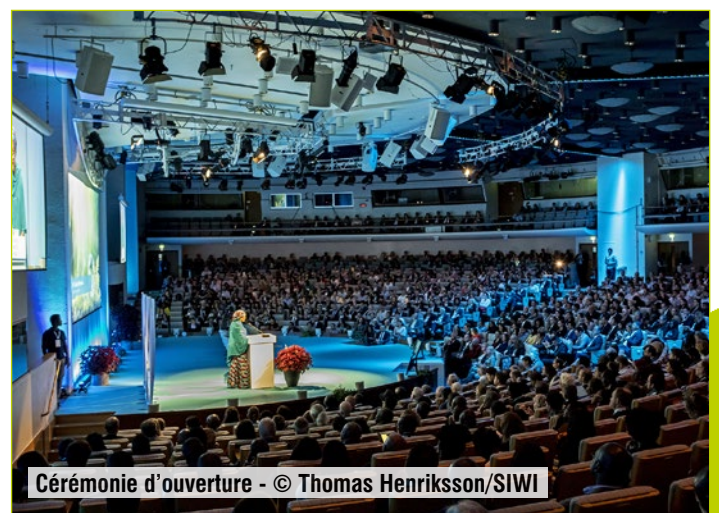
26 - 31 août 2018 - Stockholm - Suède

Le RIOB a participé à cet événement afin de promouvoir et développer les initiatives internationales dont il assure le pilotage ou le co-pilotage, notamment les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC) et leurs programmes d'incubation, dont les "100 projets Eau et Climat pour l'Afrique", la plate-forme RIOB/CEE-ONU des bassins pilotes pour l'adaptation au changement climatique, l'Initiative Mondiale pour les Données sur l'Eau (World Water Data Initiative) et la Déclaration internationale sur les Solutions Fondées sur la Nature.

Il a par ailleurs rencontré de nombreux organismes de bassin transfrontaliers (Lac Victoria, Sénégal, Mékong) afin de discuter de leurs programmes de travail, de celui du RIOB et des projets de coopération qui pourraient être conjointement mis en œuvre.

Le RIOB est par ailleurs intervenu dans un side-event pour présenter les travaux du CNES sur l'utilisation des données et imageries satellitaires pour l'évaluation de la qualité de l'eau.

www.worldwaterweek.org



Cérémonie d'ouverture - © Thomas Henriksson/SIWI

Grands événements mondiaux

COP24



3 - 14 décembre 2018 - Katowice - Pologne

Les événements sur l'eau et le climat du RIOB

Les mesures visant à enrayer le réchauffement climatique sont généralement considérées comme l'un des défis civilisationnels les plus importants et une condition préalable à la mise en œuvre des principes et des objectifs du développement durable. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et ses conférences annuelles des Parties (COP), qui constituent le principal organe décisionnel de la Convention, constituent l'instrument le plus important de la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre les effets des changements climatiques.

L'une des tâches les plus importantes de la COP24 a été d'élaborer et d'adopter un ensemble de décisions assurant la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Paris, conformément aux décisions adoptées à Paris (COP21) et à Marrakech (CMA1.1). En outre, la CdP24 a inclus le Dialogue de facilitation destiné à soutenir la mise en œuvre des engagements nationaux.

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), en propre et en tant que Secrétariat des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC), a organisé et participé à 9 événements et une douzaine de réunions bilatérales pendant la COP24 (Katowice, Pologne) sur le thème de l'eau et du climat.

Ces événements ont traité des défis et solutions relatives :

- à l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers, à la sécurité hydrique,
- à l'accès à la finance climat pour des projets d'adaptation dans le secteur de l'eau,
- au renforcement des capacités et diffusion des connaissances,
- au dialogue entre acteurs de différents secteurs,
- à la recherche et à l'innovation pour lutter contre le changement climatique en Afrique (AfriAlliance),
- à la nécessité d'une meilleure gouvernance pour un développement réussi de l'économie bleue,
- à l'intérêt de la préservation des écosystèmes et des solutions fondées sur la nature pour l'adaptation.

Par ailleurs, lors d'un événement parallèle sur le Pavillon Français, Mme Brune Poirson, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre français de la Transition écologique et solidaire, a annoncé que la prochaine édition du "One Planet Summit" se tiendrait à Nairobi (Kenya) le jeudi 14 mars 2019. Elle abordera la question de l'adaptation et se concentrera sur l'Afrique.



Intervention d'Eric Tardieu, Secrétaire Général du RIOB

M. Eric Tardieu, nouveau Secrétaire Général du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), a confirmé qu'il apporterait une contribution en présentant les progrès réalisés dans l'initiative "100 projets eau et climat pour l'Afrique".

Le 8 décembre, à l'occasion de la Journée "Etat et Gouvernement membre", les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC), en collaboration avec les Gouvernements du Sénégal, de la France et du Royaume du Maroc, ont organisé un événement consacré à "L'adaptation dans le secteur de l'eau : assurer la sécurité hydrique dans un contexte de changement climatique".

Alors que 90 % des impacts associés au changement climatique affectent nos sociétés à travers le cycle de l'eau selon le 5^{ème} rapport d'évaluation du Groupe d'experts Intergouvernemental sur

l'Evolution du Climat (GIEC), sécheresses, inondations, désertification constituent une menace pour la sécurité hydrique et, au-delà, pour la sécurité énergétique et alimentaire de nos sociétés.

Cet événement avait pour objectif de valoriser la francophonie comme une opportunité d'échanges entre bassins des fleuves du monde entier pour identifier et appliquer des solutions d'adaptation au changement climatique mises en œuvre dans les bassins du monde entier.

www.riob.org/fr/agenda/cop24

www.alliances-eau-climat.org/news/cop24-katowice



Mme Brune Poirson, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre français de la Transition écologique et solidaire © RIOB



COP24-KATOWICE 2018
UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE





11^{ème} réunion de l'Initiative de l'OCDE sur la Gouvernance de l'Eau (WGI)

12 - 13 novembre 2018 - Saragosse - Espagne

L'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau est un réseau multipartite de plus de 100 délégués des secteurs public, privé et à but non lucratif, qui se réunissent deux fois par an dans le cadre d'un forum sur les politiques afin de partager les réformes en cours, les projets, les retours d'expériences et les bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance dans le secteur de l'eau. Celle-ci a été lancée les 27 et 28 mars 2013 et est présidée par Peter Glas de l'Autorité néerlandaise de l'Eau. La WGI est hébergée par l'OCDE et coordonnée par un Comité Directeur multipartite, dont le RIOB est membre depuis l'origine.

L'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau a tenu sa onzième réunion les 12 et 13 novembre 2018 au Palais des Congrès de Saragosse, en Espagne. La réunion a rassemblé plus de 80 praticiens, décideurs et représentants des principaux groupes d'acteurs. L'ordre du jour, la liste des participants, les présentations et les photos de l'événement sont accessibles en ligne.

Résumé et principes clés :

- Les délégués ont discuté des contributions de la WGI aux principaux fora internationaux sur l'eau. Le Secrétariat de l'OCDE a présenté un rapport sur le Forum Politique de Haut Niveau de 2018 (New York, 9-18 juillet 2018), au cours duquel a été lancé le programme de l'OCDE intitulé "Une approche territoriale des objectifs de développement durable". Le RIOB a informé les délégués du processus de préparation de la COP24 (3-14 décembre 2018, Katowice, Pologne), dont les principaux thèmes sont la technologie,

la solidarité et la nature. Les hôtes espagnols ont invité les délégués à la 24^{ème} Foire SMAGUA, qui se tiendra du 5 au 7 février 2019 à Saragosse.

- Les délégués ont examiné le document intitulé "L'application des principes de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau à la gestion des crues". Ce document fournit une liste de réponses à plus de 100 questions afin d'aider les décideurs et les praticiens à déterminer si les systèmes de gouvernance sont aptes à gérer les inondations de manière efficace, efficiente et inclusive. Les délégués de la WGI ont souligné l'importance de cet outil et ont lancé un appel pour élargir l'exercice à d'autres sous-secteurs tels que la sécheresse ou la gouvernance des eaux souterraines.
- Le Secrétariat de l'OCDE a présenté un projet de stratégie et de programme de travail 2019-2021 de la WGI pour discussion. Des sessions ont été organisées en sous-groupes afin de définir les objectifs, les produits et le calendrier des deux groupes de travail sur les indicateurs et le renforcement des capacités.

- Les délégués ont échangé les messages clés issus des dernières recherches et réformes concernant l'eau : la gouvernance de l'eau au Brésil (ANA) ; la gouvernance de l'eau dans un contexte humanitaire (Action contre la Faim) ; le cadre de la résilience de l'eau dans les villes (Arup) ; la gestion des eaux souterraines dans les zones côtières (BMZ) ; le rôle des femmes dans la gouvernance des eaux partagées (un Partenariat de Femmes pour l'Eau).
- Les délégués se sont félicités de la proposition de programme "La gouvernance et l'économie de la sécurité de l'eau pour le développement durable en Afrique", qui vise à démultiplier le Prix Mondial Hassan II pour l'Eau.
- La session "La gouvernance de l'eau et l'économie circulaire" a mis en lumière les changements dans les cadres de gouvernance nécessaires pour passer des pratiques traditionnelles d'économie linéaire, aux pratiques innovantes d'économie circulaire. Le programme de l'OCDE intitulé "Economie et gouvernance de l'économie circulaire dans les villes" a été présenté.

- Les délégués ont échangé des messages clés sur les derniers fora et conférences sur la gouvernance de l'eau organisés en 2018.
- Une session de partage des connaissances a été consacrée à la gouvernance de l'eau en Espagne pendant laquelle Manuel Menendez, Directeur Général de l'Eau au Ministère de la Transition Ecologique, a présenté les principaux défis du secteur de l'eau et souligné les possibilités d'améliorer le système de gouvernance de l'eau en Espagne à travers le prisme des principes de l'OCDE.

Grâce à un groupe de travail dédié, l'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau (WGI) a contribué à l'élaboration d'un cadre d'indicateurs de la gouvernance de l'eau de l'OCDE pendant la période triennale 2016-2018. Le prochain programme de travail de la WGI à l'horizon 2021 continuera à travailler sur les indicateurs de gouvernance, afin de compléter le cadre en élaborant des indicateurs d'impact et en encourageant l'utilisation du cadre d'indicateurs existant.

www.oecd.org



Initiatives internationales

Les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC)



Les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC) ont été lancées à l'occasion de la journée officielle sur l'Eau de la 22^e Conférence des parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), à Marrakech, le 9 Novembre 2016.

A cette occasion, quatre Alliances se sont engagées conjointement, par le biais d'une Déclaration commune, à mobiliser leurs partenaires, à identifier et à diffuser les bonnes pratiques et à soutenir le développement de nouveaux projets par des acteurs de terrain impliqués dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau :

- l'Alliance des Bassins pour le Climat (qui fédère les signataires du Pacte de Paris sur l'adaptation dans les bassins),

- l'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Climat (BAFWAC),
- l'Alliance des Mégapoles pour l'Eau et le Climat (MAWAC),
- l'Alliance du Dessalement Propre (GCWDA).

Le RIOB en assure le Secrétariat.

En 2018, à ce titre, il a soutenu la structuration de l'Alliance du Dessalement Propre (GCWDA), dont le Secrétariat sera désormais assuré par l'Office International de l'Eau, à travers un accord de coopération négocié en 2018 et signé en Janvier 2019.

Le RIOB a par ailleurs assuré la promotion, le fonctionnement et le renforcement de la Plateforme d'Incubation des AMEC, qui vise à soutenir les premières étapes de

développement de projets eau et climat. En 2018, l'attention s'est tournée vers le Sud de la Méditerranée, avec la mise en œuvre de l'initiative « 100 projets eau et climat pour l'Afrique », lancée le 12 Décembre 2017 par le Président de la République française, Emmanuel Macron, à l'occasion de la 1^{ère} édition du « One Planet Summit ». Sous l'impulsion du RIOB, les Agences de l'Eau françaises se sont engagées à contribuer à l'initiative, avec l'incubation de 20 nouveaux projets, dont 5 dès 2018 (au Sénégal, au Cameroun, au Burkina à Madagascar et sur le bassin du Mono qui recouvre des territoires du Bénin et du Togo). L'Agence Française de Développement (AFD) a également pris part à cet effort, avec la soumission au Fonds Français pour l'Environnement Mondial d'une proposition de projet de Système d'Information sur l'Eau pour le bassin transfrontalier du Congo et l'incubation d'un programme de 7 projets visant l'adaptation aux changements climatiques dans 7 bassins transfrontaliers africains (fleuves Niger, Sénégal, Volta, Congo et Nil et lacs Tchad et Victoria). La

Banque Mondiale a, pour sa part, intégré dans la Plateforme d'Incubation, son projet de résilience au changement climatique dans le bassin du Niger (P-DReCC).

Le RIOB a rédigé, conjointement avec la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies un guide méthodologique sur le « Financement de l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers : Préparer des projets susceptibles d'être financés ». L'ouvrage se base notamment sur les conclusions de l'atelier de formation éponyme organisé en Juin 2017 à Dakar, ainsi que sur l'expérience des organismes de bassin transfrontalier membres du RIOB. Par le biais d'études de cas, qui illustrent concrètement le propos, le guide donne des clés pour réussir le développement de projets eau et climat, identifier les bailleurs pertinents et, satisfaire aux procédures complexes d'accès à la finance climat. L'ouvrage a été publié en Janvier 2019 en quatre langues : Anglais, Français, Russe et Espagnol.



Initiatives internationales

Lancée conjointement par le Partenariat français pour l'eau (PFE) et les AMEC, à l'occasion de la COP23 (Bonn, Décembre 2017), la « Déclaration internationale : Solutions fondées sur la nature (SFN), gestion de l'eau et changement climatique » et ses messages ont également été portés par le RIOB.

Le RIOB a assuré la promotion de ces activités thématiques (dessalement, adaptation fondée sur les écosystèmes et les SFN, incubation et financement de projets eau et climat) dans l'ensemble des grands événements internationaux relatifs à l'eau et au climat (8^{ème}

Forum Mondial de l'Eau du Mars, à Brasilia du 18 au 23 Mars, Sommet Mondial pour l'Action Climat les 12-14 Septembre 2018 à San Francisco, 24^e Conférence des parties de la CCNUCC les 3-14 Décembre à Katowice).

Il a ainsi organisé pendant le 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau (Brasilia, Mars) la réunion du comité de pilotage des AMEC ainsi que trois sessions sur la thématique prioritaire « 1.b. Eau et adaptation au changement climatique » :

- **Session 1.b.1** : Comment les changements climatiques affectent les usages de l'eau: la nécessité d'approches intersectorielles en matière d'adaptation.
- **Session 1.b.2** : Mécanismes financiers innovants pour l'adaptation au changement climatique.
- **Session 1.b.3** : Inutile de réinventer la roue : tirons profit des mesures d'adaptation sans-regret !

Il a également contribué à la préparation du Partenariat de Marrakech pour l'Action climatique mondiale (MPGCA), de la 24^e Conférence des parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), avec la programmation et la tenue de la journée officielle sur l'Eau (samedi 8 Décembre 2018, Katowice).

Rejoignez l'initiative

100 projets eau et climat pour l'Afrique !

Le changement climatique et la sécurité hydrique en Afrique

Sécheresses, inondations, désertification: l'Afrique est l'un des régions les plus vulnérables au changement climatique et à ses impacts. Ceux-ci constituent une réelle menace pour la sécurité hydrique et la sécurité alimentaire et énergétique qui y est associée.

Un besoin urgent de renforcer l'action à plus grande échelle !

Lancé à l'occasion de la première édition du «One Planet Summit» (12 décembre 2017, Paris), cette initiative vise à soutenir le développement de 100 projets eau et climat en Afrique sur une période de 5 ans. Elle apporte un soutien technique aux porteurs de projet dans la première phase de préparation de note de concept en vue pour faciliter l'accès aux bailleurs et aux fonds pour le climat.

Déjà 20 projets incubés dans 30 pays !

L'initiative soutient 20 projets concernant 30 pays d'Afrique, avec des engagements de la Banque Mondiale, des Agences de l'Eau françaises, de l'Agence Française de Développement et du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) ciblant en particulier les thématiques suivantes:

- **Connaissance** : Suivi, données, systèmes d'information sur l'eau, modélisation système d'alerte
- **Gouvernance et mécanismes de financement durable** : Renforcement des capacités institutionnelles, formation, cohérence des politiques sectorielles, études d'impact et de vulnérabilité, plans d'action de prévention des catastrophes...
- **Solutions fondées sur la nature**: services rendus par les écosystèmes, restauration des zones humides et des milieux aquatiques

Rejoignez l'initiative
EXEMPLES DE PROJETS

- Réduction de la pollution industrielle à Fes (Maroc)
- Adaptation au changement climatique dans le bassin du fleuve Nil (Égypte)
- Adaptation au changement climatique dans le bassin du fleuve Sénégal (Sénégal)
- Renforcement du Système National d'Information sur l'Eau (Cote d'Ivoire)
- Bassin transfrontalier du fleuve Congo (Solutions basées sur la nature et les technologies satellitaires pour l'adaptation au changement climatique)

Pour plus d'information pour soumettre vos propositions de projet
Exprimer votre intérêt à financer des projets

Merci de contacter : Edouard Boinet +33 609 959 274 secretariat@amec-gafwac.org

Secrétariat des AMEC



Réseau des bassins, des entreprises, des villes et des acteurs du dessalement propre pour l'action climatique



Assistance à la préparation de projet



Programme d'action pour les villes connectées à leur bassin versant

Le RIOB a été associé à l'initiative de l'IWA, qui a lancé un programme d'action pour les villes connectées à leur bassin lors du Congrès Mondial de l'Eau de l'IWA le 19 septembre 2018 à Tokyo, au Japon. Se fondant sur les Principes pour des villes eau-responsables, ou "construites en intelligence avec l'eau", le programme vise à influencer et à inciter les acteurs urbains à protéger et à investir dans les ressources en eau avec les organismes responsables des bassins et du captage, et notamment dans la sécurisation des ressources en eau, la protection de la qualité de l'eau et la préparation aux événements extrêmes.

La résilience par le développement durable

L'accroissement de la population et le développement économique continu des villes à l'intérieur d'une zone de captage impliquent que la sécurité de l'eau repose sur des écosystèmes de bassin sains ainsi que sur une gestion efficace de l'eau. Les enjeux de qualité, de quantité et de résilience de l'eau face aux événements extrêmes ne peuvent être résolus par des entités individuelles, telles que les services de distribution d'eau et les conseils municipaux, car la zone de captage prise dans un sens large dépasse généralement les compétences de leur mandat.

Il est essentiel d'encourager les dirigeants urbains à devenir des champions de la protection des ressources en eau en établissant des liens avec les organismes responsables des bassins et du captage, la société civile et les groupes environnementaux, et aussi avec les secteurs agricoles, énergie et autres.

Public cible

Le Programme d'action cible les multiples intervenants ayant différents rôles à jouer, notamment les services d'eau et d'assainissement, les conseils municipaux, l'industrie (urbaine et périurbaine), les décideurs politiques et les régulateurs, les organismes de bassin et les agences de ressource en eau.

Transition vers des villes connectées par leur bassin commun

Le Programme d'action pour les villes connectées par leur bassin commun présente pourquoi les acteurs urbains doivent montrer l'exemple par leur rôle d'intendants de l'eau pour assurer une gestion plus intégrée de la ressource.

Cela inclut les éléments déclencheurs d'action, tels que des inondations, la rareté de l'eau et la pollution, puis des voies d'action telles que les évaluations, la planification et la mise en œuvre, et les fondements de l'action allant, de l'élaboration d'une vision, au renforcement des capacités pour l'amélioration de la gouvernance.

Le Programme en pratique

Pour soutenir ce programme, l'IWA compile des expériences pratiques de la transition vers une ville connectée à son bassin à travers des histoires de bassin qui démontrent la façon dont les acteurs urbains participent ou contribuent à la gestion durable des ressources en eau. Le RIOB et l'IWA prévoient de rassembler ces histoires dans un Guide.

Pour participer ou pour avoir plus d'informations, voir :

<http://iwa-network.org/projects/basin-action-agenda>

www.iwa-network.org

Guide sur le financement de projets eau et climat

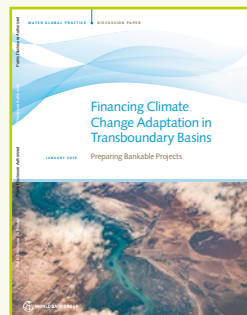
Une publication Banque Mondiale, CEE-ONU, BAfD et RIOB

La Banque Mondiale, la CEE-ONU, la Banque Africaine de Développement et le RIOB publient conjointement un guide méthodologique à sur le "Financement de l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers : Préparer des projets susceptibles d'être financés".

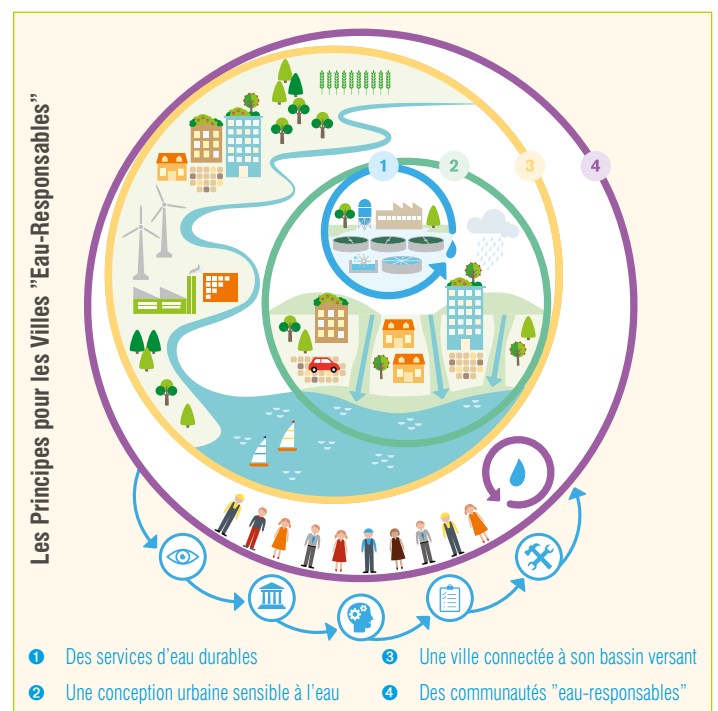
Cette publication s'appuie sur le travail de préparation et les conclusions de l'atelier de formation intitulé "Comment préparer des projets bankables pour financer l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers", qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal, du 21 au 23 juin 2017, dans le cadre des activités du Réseau mondial des bassins œuvrant pour l'adaptation aux changements climatiques, piloté par le RIOB et la CEE-ONU.

Le guide apporte des réponses pratiques aux questions que se posent les bailleurs et les porteurs de projet

d'adaptation au changement climatique, comme par exemple sur les différentes étapes de proposition de projets et les procédures associées (différentes selon les bailleurs), sur les critères d'éligibilité et la manière de désigner un bénéficiaire des fonds (l'organisme de bassin transfrontalier ou l'un de ses Etats-Membres), sur l'additionnalité des financements ou encore, sur la durabilité des résultats attendus, au-delà du cycle de vie du projet.



www.riob.org/pub/Financing_CC_Basins





Réunion des Parties à la Convention sur l'Eau

10 -12 octobre 2018 - Astana - Kazakhstan

Événement parallèle "coopération transfrontière"



Plus de 15 pays ont manifesté leur volonté d'adhérer à la Convention sur l'Eau lors de la huitième session historique de la Réunion des Parties à la Convention sur l'Eau à Astana.

Du 10 au 12 octobre 2018, près de 600 participants issus de 88 pays (tant des Parties que des Non-Parties), organismes de bassin, organisations internationales et ONG se sont rassemblés à Astana, au Kazakhstan, pour la tenue de la huitième session de la Réunion des Parties (MOP8/RDP8) à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) afin d'examiner les progrès accomplis en terme de coopération dans le domaine des eaux transfrontières, à travers le monde.

Le RIOB a activement participé à cette réunion, non seulement lors des sessions plénières, mais aussi à travers l'organisation de plusieurs événements parallèles.

La Convention sur l'Eau, dont le Secrétariat est assuré par la **Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)**, vise à garantir l'utilisation durable des ressources en eau transfrontières en facilitant la coopération. En 2018, la Convention sur l'Eau a accueilli ses deux premières Parties, hors de la région paneuropéenne, à savoir, le Tchad et le Sénégal.

La RDP8 est la première Réunion des Parties à s'être déroulée en Asie. Plus de 15 pays ont exprimé leur aspiration à devenir Parties à la Convention.

La RDP8 a dressé un état des lieux des progrès accomplis, au cours des trois dernières années, à travers les activités mises en œuvre au titre de la Convention dans divers domaines.

Le travail conjoint réalisé avec le RIOB sur l'adaptation au changement climatique a, par exemple, été présenté. La réunion a également été témoin du lancement du premier établissement de rapports sur la mise en œuvre de la Convention.

Des activités futures ont par ailleurs été étudiées et le nouveau programme de travail pour 2019-2021 a été adopté. Tandis que ce nouveau programme de travail poursuivra la plupart des domaines de travail amorcés par le passé, elle explorera également de nouveaux domaines de travail, tels que le financement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières.

Cette thématique a été examinée de manière approfondie, en marge de la RDP8, lors d'un atelier de haut niveau organisé le 9 octobre et au cours duquel le besoin urgent de créer des conditions favorables aux investissements au sein des bassins partagés a été souligné, notamment à travers des arrangements de coopération institutionnels et juridiques solides et adaptés.

La réunion a également lancé trois nouvelles publications : un guide de mise en œuvre pour faire face aux catastrophes liées à l'eau et pour la coopération transfrontière, élaboré avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, une méthode d'évaluation des interactions entre l'eau, l'alimentation l'énergie et les écosystèmes actualisée, ainsi qu'une brochure sur l'identification, l'évaluation et la communication des avantages de la coopération.

Un certain nombre d'autres décisions et documents ont également été adoptés, notamment la nouvelle stratégie de mise en œuvre de la Convention, où une importance cruciale est accordée au renforcement et au développement de partenariats, tels que le RIOB et les organisations de Bassin.

www.unece.org



Des solutions innovantes pour l'eau et le climat en Afrique

DESCRIPTION

SOCIAL INNOVATION

MONITORING

SOCIAL CHALLENGES IN AFRICA DUE TO CLIMATE CHANGE



Les participants au projet Afri-Alliance

Le projet européen AfriAlliance (2016-2021) arrive à mi- parcours et termine sa troisième année avec un bilan très positif sur les différentes activités menées.

Le projet a pour objectif de renforcer les capacités de l'Afrique à répondre aux enjeux liés au changement climatique en développant le travail conjoint et le partage de solutions innovantes entre réseaux existants d'Afrique et d'Europe.

Le RIOB est l'un des partenaires au sein du consortium comptant 14 autres réseaux répartis en Europe et sur le continent Africain.

De nouveaux ateliers d'échanges sur les besoins en innovation sociale liés à l'eau et aux impacts du changement climatique ont eu lieu au Mali et au Kenya,

venant boucler un premier cycle de rencontres entre les organismes de bassin, les chercheurs, les organisations de la société civile et les services d'eau.

Les résultats de ces ateliers ont permis d'alimenter la réflexion sur l'état de la recherche, la disponibilité des résultats et, de proposer des orientations stratégiques nouvelles, en matière de financement de la recherche.

Dans un premier temps, une liste de besoins en innovation sociale a été établie. Ensuite, les partenaires ont collecté des données sur les solutions existantes, en réponse aux besoins identifiés.

Les besoins et résultats de recherche alimentent une base de données gérée par l'Office International de l'Eau, Secrétariat du RIOB, qui est aussi responsable de la réalisation d'un rapport présentant un état des lieux général.

En matière de communication, une nouvelle série de fiches thématiques sur l'innovation sociale est sur le point de voir le jour.

Une première série disponible en français et en anglais sur le site du projet traitait du thème général de la surveillance. Cette seconde série s'intéresse à la gestion des ressources en eau, dans le contexte du changement climatique.

Le projet entame une nouvelle phase d'événements mettant cette fois-ci à l'honneur la transférabilité des solutions en conviant les acteurs de terrain et les fournisseurs à se rencontrer lors d'ateliers de transfert et d'ateliers itinérants de démonstration de solutions innovantes à travers l'Afrique.

Toutes les informations sont disponibles sur le site AfriAlliance.



Manuel sur la collecte de données

www.afrialliance.org



Europe Centrale, Orientale, Caucase et Asie Centrale

Ouzbékistan



Conférence internationale "L'eau pour l'aménagement des territoires, les secteurs économiques et l'environnement dans le contexte du changement climatique"

Une Conférence internationale "L'eau pour l'aménagement des territoires, les secteurs économiques et l'environnement dans le contexte du changement climatique", organisée par le Réseau International des Organismes de Bassins d'Europe Orientale, Caucase et Asie Centrale (EECCA-NBO), s'est déroulée les 6 et 7 novembre 2018 à Tachkent. Tout au long de l'atelier, les parties

prenantes et participants majeurs ont pu échanger leur point de vue sur les questions d'actualité concernant la gestion, l'usage et la protection de ressources de l'eau en Asie Centrale, dans le contexte du changement climatique. Il a été notamment souligné que les défis actuels auxquels sont confrontés les pays de la région, notamment le changement

climatique, l'augmentation potentielle de la demande en eau des pays voisins (Afghanistan, Chine, Iran), la croissance démographique et l'évolution économique et sociale exigent des mesures d'adaptation appropriées. Dans ce contexte, il est considéré important d'élaborer des stratégies pour l'eau à long terme (2030-2050), pour chaque pays, et de développer un programme d'action régional visant le développement durable et pacifique. D'autres questions ont également été abordées et discutées en détail concernant le rôle et le futur développement des sciences de l'eau

et l'environnement, le renforcement des capacités des parties prenantes principales, la formation continue et systématique du personnel des structures de gestion de l'eau, sans oublier la sensibilisation du public. La prochaine conférence du réseau aura lieu en 2019, sur le thème "Science et innovations pour la sécurité de l'eau", dans le cadre du XV^{ème} Congrès international scientifique et de l'exposition "L'eau de Russie 2019", qui se tiendront à Ekaterinbourg.

www.eecca-water.net



Kyrgyzstan / Kazakhstan



Bassins Transfrontaliers du Chu et du Talas

Comptabilité de l'eau

Le projet "Comptabilité de l'eau dans les bassins transfrontaliers du Chu-Talas", financé par la SDC (Agence Suisse de Développement et de Coopération), vise à promouvoir une gestion moderne, durable et transparente des ressources en eau dans les Bassins du Chu et du Talas (Kazakhstan, Kirghizstan).

Ce projet a pour objet en particulier, la modernisation des processus de gestion des demandes et de la distribution des ressources en eau pour l'irrigation, sur l'ensemble des Bassins du Chu et du Talas.

En effet, alors que dans le système existant, les données sur les demandes en eau sont communiquées par fax ou par téléphone entre services, le Système d'Information sur l'Eau (SIE) en cours d'installation permet aux acteurs de communiquer et d'interroger en

quasi temps réel et de manière sécurisée, les données souhaitées à partir de leurs terminaux ou leurs tablettes.

Les données sont disponibles pour une utilisation opérationnelle, pour l'élaboration de rapports et préparées de manière à être facilement accessibles et compréhensibles pour tous les acteurs, depuis les associations d'utilisateurs des ressources en eau, jusqu'aux niveaux national et transfrontalier.

Les activités menées en collaboration avec les experts locaux, consistent à améliorer la gestion partagée et le traitement des données, ainsi que la production et la diffusion des informations, en fonction des besoins.

Grâce à ce système, les organismes locaux en charge de la distribution de l'eau pour l'irrigation peuvent d'ores et déjà suivre en ligne sur tablette, le bon état de cette distribution au quotidien,

sur l'ensemble du réseau.

Par ailleurs, de nouveaux services d'information (rapports, indicateurs, bulletins, cartes) vont être développés pour les autorités nationales et de bassins afin de faciliter le suivi de la distribution sur chaque secteur d'irrigation et pour chaque canal.

Au niveau transfrontalier, le système facilite aussi la production et le partage régulier d'information grâce notamment à l'édition régulière de bulletins transfrontaliers d'information sur la situation des ressources en eau et des usages.

In fine, le système mis en place doit aussi pouvoir servir de modèle pour une gestion efficace des ressources transfrontalières, aux niveaux national et régional.



16^{ème} Conférence Européenne 17 - 20 octobre 2018 - Séville -



237 participants venus de 42 pays © RIOB

La 16^{ème} Conférence du groupe "EURO-RIOB" s'est tenue à Séville en Espagne, du 17 au 20 octobre 2018.

Elle a rassemblé 237 participants venus de 42 pays.

Les travaux de cette Conférence se sont articulés autour d'un atelier sur les espèces exotiques envahissantes (voir page 36) et de 4 tables rondes abordant des sujets d'actualité tels que la prévention de la sécheresse, l'intérêt des solutions fondées sur la nature, la coopération internationale et la révision de la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE).

La prévention des sécheresses est une nécessité, notamment en raison du changement climatique.

Elle passe par l'adaptation de la gestion des ressources en eau, à l'échelle des bassins, à travers une planification de mesures à court, moyen et long termes, dans le cadre de l'application de la DCE et de la Directive Inondation.

Le "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation aux effets du changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères" et la publication du RIOB sur "l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers" fournissent de précieuses recommandations pour conduire l'adaptation dans les bassins.

Sur la base d'une connaissance partagée de la vulnérabilité des bassins aux sécheresses et aux inondations, des actions préventives sont à mettre en place : stockage, ralentissement des écoulements, rétention d'eau, contrôle de l'imperméabilisation des sols, collecte des eaux de pluie et de ruissellement, recharge de nappes souterraines, réutilisation des eaux usées épurées, maintien des zones d'expansion de crues.

Dans certains cas, la construction d'unités de dessalement s'avèrera nécessaire.

Des actions de rationalisation et d'économie de l'utilisation de la ressource en eau sont à développer, par exemple avec l'irrigation raisonnée, les techniques d'économie d'eau et de recyclage ou les procédés sans eau en industrie.

Des réseaux de surveillance des eaux superficielles et souterraines adaptés et efficaces, l'échange de "bonnes pratiques", un plan de gestion de "crise sécheresse" ou de "rareté de l'eau" doivent permettre d'avoir une réaction proportionnée, cohérente, et hiérarchisée.

Les Plans de Gestion de Bassin et les Programmes de Mesures du 3^{ème} cycle de la DCE devront intégrer cet ensemble d'actions, en cohérence avec les autres volets de ces plans et, avec la mise en œuvre de la Directive sur la gestion des risques d'inondation. L'approche doit être multisectorielle en associant l'ensemble des acteurs économiques et la société civile.

Il y a également intérêt à combiner les infrastructures hydrauliques classiques, dites "grises", avec des Solutions Fondées sur la Nature (SFN) pour faire face aux défis du changement climatique, dans un contexte de pénurie. Ces SFN permettent d'en améliorer la résilience, d'optimiser la performance et d'en réduire les coûts.

La restauration des zones humides, des étangs et des marais, la préservation et la gestion des zones d'expansion de crues, les actions favorisant l'infiltration des eaux de pluie réduisant le ruissellement, sont autant d'exemples qui montrent la pertinence des SFN.

Cette approche doit être encouragée par la DCE, en particulier pour atteindre l'objectif de Bon Etat Ecologique des Masses d'Eau. Le "Blueprint" de la Commission Européenne de 2012 a d'ailleurs proposé les **Mesures Naturelles de Rétention des Eaux (NWRM)** pour une meilleure application de la DCE. Elles ont été définies et structurées au travers d'une plateforme web européenne (nwrn.eu).

Les participants à la Conférence ont recommandé que l'Union Européenne (UE) apporte son concours pour la diffusion des lignes directrices relatives à l'utilisation des SFN dans la gestion durable des ressources en eau, pour enrichir les connaissances dans ce domaine et améliorer leur mise en œuvre technique et leurs mécanismes de financement.

L'importance des eaux transfrontalières en Europe invite à développer la coopération internationale pour l'application des Directives sur l'Eau.

L'Union Européenne et les Etats-Membres doivent développer des structures de coordination et de coopération pour assurer plus de cohérence et d'efficacité transfrontalière et plus de solidarité, aussi bien au sein de l'UE qu'avec les pays voisins, à l'image des Commissions Internationales fluviales déjà créées par les traités entre pays riverains européens.

La coopération internationale pour le développement de la GIRE et l'amélioration de la gouvernance de l'eau dans les bassins est un facteur majeur de progrès. Les participants à la Conférence "EURO-RIOB" préconisent de développer des bases de données et des outils communs, de mobiliser des fonds européens pour des projets de coopération transfrontalière, de favoriser la participation et l'éducation des jeunes, de développer les accords sur les aquifères transfrontaliers.



"POUR FACILITER L'APPLICATION DES DIRECTIVES EUROPÉENNES SUR L'EAU"

"EURO-RIOB 2018" Espagne



Cérémonie de clôture © RIOB

Ils recommandent de soutenir les commissions fluviales internationales qui ont prouvé leur efficacité et, de favoriser les échanges de données et de savoir-faire.

Les "jumelages" entre pays et bassins ont montré leur efficacité au cours des années antérieures et doivent être relancés.

Des projets de partenariat structurants, comme le projet EUWI+East, ainsi que des échanges entre praticiens des Etats-Membres (projet "Peer-to-Peer") doivent aussi être développés.

En prévision de la révision de la DCE, la Commission Européenne a procédé à l'évaluation des Plans de Gestion de Bassin.

D'ici fin 2018, la Commission présentera au Parlement Européen une évaluation des seconds cycles de gestion de la DCE et du premier cycle de la Directive Inondation. Ce rapport exposera les besoins de réexamen de la DCE.

Les premiers résultats montrent des progrès dans la participation des acteurs, dans les connaissances de l'état des Masses d'Eau, et dans le niveau de confiance des résultats.

La détérioration de l'état des eaux est enrayée partout en Europe, mais le lien entre pression et impact doit être mieux compris et le suivi des substances polluantes reste un défi majeur.

Des progrès sont attendus sur la définition et la mise en œuvre du débit écologique, l'analyse économique, la protection et la gestion des zones protégées, ainsi que les plans de gestion sécheresse.

Des défis restent à relever dans la mise en œuvre de la Directive Inondation : par exemple la définition d'objectifs plus mesurables, l'estimation plus complète des coûts, la continuité écologique ou encore des liens à créer avec l'adaptation au Changement Climatique.

Les participants à la Conférence ont souligné la nécessité d'associer au plus près les Etats-Membres et les gestionnaires des bassins au réexamen de la DCE.

Tenant compte des premières conclusions de la Commission, ils s'interrogent sur la mise en œuvre opérationnelle et pragmatique de la Directive. Il paraît indispensable de s'appuyer sur les experts des organismes de bassin, sachant que la réussite dépend aussi de l'adhésion des organismes de bassin, des autorités locales, des acteurs économiques et de tous les citoyens européens sur le terrain.

Une meilleure implication des acteurs de terrain à la révision de la Directive est donc nécessaire.

Les participants à la conférence considèrent qu'il faut aussi mettre en lumière les progrès accomplis, qui devraient faire l'objet d'une large communication publique. Le principe "One out - All out" est très pénalisant et devrait être revu, car il masque les progrès très réels qui ont été accomplis.

Les participants rappellent l'urgence de la prise en compte des nouveaux polluants.

Ils rappellent la nécessité d'avoir une plus forte coordination, voire une réelle compatibilité entre la politique européenne de l'eau et les autres politiques économiques et sectorielles de l'UE, comme la PAC, la politique relative aux transports transnationaux ou celle des énergies renouvelables.

Une adaptation des normes de qualité ou de rejets aux différents milieux est à rechercher, notamment à la situation particulière des zones ultrapériphériques de l'UE.



La 16^{ème} Conférence s'est clôturée par un chaleureux hommage à Jean-François Donzier, Secrétaire Général du RIOB depuis

Il est aussi suggéré que les aides aux entreprises soient majorées pour les projets visant à atteindre les objectifs de rejet dans l'environnement, dont le taux de retour sur investissement est long.

Enfin, l'adaptation au changement climatique doit figurer en bonne place dans les travaux futurs et devient une priorité.

D'une façon plus générale, les participants à la Conférence "EURO-RIOB" considèrent qu'il convient de passer de "concepts vertueux et théoriques" de la DCE, à une approche concrète fondée sur la situation réelle des territoires.

Ils considèrent que les efforts pour l'application de la DCE doivent être accrus et soutenus pour que la totalité des Masses d'Eau de l'UE se rapprochent du "Bon Etat", dans un délai raisonnable et réaliste.

Les prochaines Conférences "EURO-RIOB" seront organisées à Lahti, en Finlande, du 17 au 20 juin 2019, et à Malte en 2020.



24 ans, pour son engagement constant et efficace, pour son dynamisme et son enthousiasme au service du Réseau. Les membres lui ont conféré le titre de Secrétaire Général Honoraire du Réseau.

Il a désormais passé le flambeau à Eric Tardieu, nouveau Secrétaire Général du RIOB.

Atelier "Espèces exotiques envahissantes"

Solutions de prévention et de gestion



Les espèces exotiques envahissantes représentent une menace importante pour les animaux et les végétaux indigènes, causant des dommages de plusieurs milliards d'euros à l'économie européenne chaque année.

Le règlement européen sur les espèces exotiques envahissantes, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, prévoit une série de mesures à

mettre en place en Europe pour répondre à cette problématique.

Parmi ces espèces exotiques envahissantes, certaines inféodées aux milieux aquatiques peuvent impacter les objectifs de bon état écologique requis par la DCE pour les rivières, lacs, et eaux côtières et de transition.

Dans ce contexte, un atelier a été organisé sur le thème "Espèces

exotiques envahissantes : solutions de prévention et de gestion", dans le cadre de l'EURO-RIOB 2018 qui s'est tenu à Séville en Espagne en octobre 2018.

Pendant cet atelier, 62 participants ont pu bénéficier d'une présentation de retours d'expérience sur des stratégies ou des études de cas de différents Etats-Membres et bassins. Les échanges pratiques au sein de groupes de travail ont permis de souligner l'importance de la recherche de synergies entre la mise en œuvre des Plans de Gestion de Bassin et les politiques sur les espèces exotiques envahissantes.

En ce qui concerne les systèmes de surveillance, les programmes de surveillance de la DCE recueillent déjà des données intéressantes qui pourraient être utilisées à des fins de surveillance des espèces exotiques envahissantes.

L'importance à accorder aux espèces exotiques envahissantes lors de la mise en œuvre de mesures de gestion, a également été soulignée lors de l'atelier, afin de développer des solutions intégrées et polyvalentes.



Amérique du Sud

20^{ème} ENCOB

Les Comités de Bassin se réunissent à Florianópolis



XX ENCOB
ENCONTRO NACIONAL
DE COMITÊS DE BACIAS
HIDROGRÁFICAS

La 20^{ème} Réunion Nationale des Comités de Bassins s'est tenue dans la ville de Florianópolis, dans l'Etat de Santa Catarina, au Brésil, du 20 au 24 août 2018, sur le thème "L'avenir de l'eau : les défis des comités de bassin hydrographique".

Elle a rassemblé 1.092 participants venant de tout le Brésil, des représentants de tous les secteurs liés directement et indirectement aux ressources en eau, en particulier des représentants des usagers de l'eau, de la société

civile, des pouvoirs publics et des entreprises privées, des universités et des communautés traditionnelles.

La Réunion Nationale des Comités de Bassins (ENCOB) est un événement qui a lieu chaque année au Brésil. Elle est articulée et coordonnée par le Forum National des Comités de Bassin Hydrographique en association avec le Réseau des Organismes de Bassin (REBOB) du Brésil. Considérée comme la plus grande réunion du secteur et servant d'intégration des représenta-

tions des Comités de bassin du pays, elle rassemble divers acteurs pour échanger les expériences réussies, intégrer des actions et activités pour les ressources en eau et renforcer la gestion participative de l'eau.

Lors de cette édition tenue à Florianópolis / SC, au Brésil, l'ENCOB a célébré son 20^{ème} anniversaire et a programmé diverses conférences et des débats axés sur l'innovation, la transparence et sur les possibilités et les résultats des actions liées aux ressources en eau, outre la promotion de cours de qualification qui ont formé plus de 900 personnes.

À l'heure actuelle, le Brésil a créé 256 organismes de bassin impliquant directement et indirectement plus de 90.000 personnes représentant tous les secteurs concernés par les problèmes liés à l'eau.



La 21^{ème} ENCOB aura lieu en octobre 2019, dans la ville de Foz do Iguaçu, dans l'Etat de Paraná, au Brésil.

Lupercio ZIROLDO ANTONIO

President du REBOB

enlupercio@uol.com.br

www.encob.org



"EcoCuencas"

Formation en Ligne Ouverte à Tous (FLOT)



Le projet "EcoCuencas", financé par le programme WATERCLIMA de l'Union Européenne (UE) et coordonné par l'Office International de l'Eau (OIEau), secrétariat du RIOB, a été conclu en décembre 2017, après 3 années de mise en œuvre dans trois bassins pilotes d'Amérique latine :

- le bassin transfrontalier du Rio Chira-Catamayo, partagé entre Equateur et le Pérou ;
- le bassin du barrage Rio Grande II en Colombie, qui alimente la ville de Medellín ;
- les bassins Piracicaba, Capivari et Jundiá (PCJ), qui approvisionnent en eau la ville de São Paulo au Brésil.

Après la préparation de travaux méthodologiques et de synthèse, développés par l'Ecologic Institute et l'OCDE sur les mécanismes économiques et financiers pour la gestion des res-

sources en eau dans un contexte de changement climatique, les partenaires latino-américains du projet (le Secrétariat National de l'Eau de l'Equateur, la Corporation Cuenca Verde en Colombie, l'Agence PCJ au Brésil, l'Autorité Nationale de l'Eau du Pérou) ont développé des mesures pilotes novatrices.

Ces dernières ont appuyé la mise en œuvre de redevances et/ou de paiements pour services environnementaux à diverses échelles (notamment le micro-bassin versant, le bassin versant et le territoire national).



Consolidés par les neuf partenaires du projet, les résultats et méthodes employés sont présentés dans une **Formation en Ligne Ouverte à Tous (FLOT)** disponible en espagnol sur le site de l'OIEau :

www.oieau.org/mood/ecoc_uencas



www.riob.org

383.000 visiteurs par an



Le site Internet de la Gestion par Bassin dans le Monde

- **Le Réseau International des Organismes de Bassin**
- **Les Réseaux Régionaux des Organismes de Bassin :**
 - **Afrique - RAOB**
 - **Amérique Latine - RELOB**
 - **Amérique du Nord - ROBAN**
 - **Asie - NARBO**
 - **Brésil - REBOB**
 - **Europe Centrale - CEENBO**
 - **Europe Orientale, Caucase, Asie Centrale - EECCA-NBO**
 - **Méditerranée - REMOB**

Liens privilégiés vers les sites :
worldwaterforum8.org / worldwatercouncil.org
gwp.org / oieau.org / semide.net
unesco.org / water.europa.eu
cop23.com.fj / newsroom.unfccc.int
unece.org/env/water / unep.org
oecd.org



Secrétariat : Office International de l'Eau
21, rue de Madrid - 75008 PARIS - FRANCE
Tél. : +33 1 44 90 88 60 - Mail : info@riob.org
N° ISSN : 1026-0331 - En ligne : 2310-5860
www.riob.org



Flashcode

Le "Bilan d'activités 2018" est éditée avec le soutien
des Agences françaises de l'Eau, de l'Agence Française pour la Biodiversité
et du Ministère de la Transition écologique et solidaire

Directeur de la publication : Eric TARDIEU
Secrétariat - Traduction : Gisèle SINE
Maquette : Frédéric RANSONNETTE